

Le vote francophone est massif dans les communes à facilités

ÉLECTIONS 62,4 % des électeurs des six communes ont voté pour des francophones

- La KUL a analysé le vote en périphérie.
- Le MR et le FDF (devenu Défi) sont les plus populaires dans les six communes.
- Ailleurs dans la périphérie, le vote francophone décline fortement, suite à la scission de BHV.

En néerlandais, il existe un terme, *verfransing*, pour exprimer la manière dont la périphérie bruxelloise se « francise ». Une étude du centre Vives, de l'Université Louvain (KUL), réalisée par Gert-Jan Put et Bart Maddens, permet aujourd'hui d'objectiver le poids francophone dans ces communes autour de Bruxelles.

Dans les communes à facilités (Crainhem, Wezembeek-Oppem, Rhode Saint-Genèse, Linkebeek, Drogenbos, et Wemmel), cette présence francophone est massive. Lors du dernier scrutin de 2014 pour la Chambre, 62,4 % des votes émis dans ces communes sont partis vers des listes francophones. Si l'on ajoute à ces communes celles qui sont également situées dans la périphérie flamande mais qui ne bénéficient pas du régime des facilités, le pourcentage de votes pour des listes francophones atteint 14,5 %.

Ces chiffres comprennent les votes exprimés en périphérie bruxelloise pour des listes bruxelloises. La dernière réforme de l'Etat a en effet maintenu cette possibilité dans les communes à facilités, mais l'a supprimée dans le reste de la périphérie. Et les habitants des communes à facilités ont massivement choisi Bruxelles. Aux dernières élections, toujours pour la Chambre, 64,6 % des électeurs ont fait

usage de leur droit de vote dans la capitale. Et ce sont essentiellement des francophones puisque 88,8 % de ces votes se sont dirigés vers des listes francophones à Bruxelles. Mais il y a aussi des Flamands dans les communes à facilités qui ont voté à Bruxelles. Ils sont 8,7 % à avoir fait ce choix.

Pour la première fois, il est possible de déterminer où le vote francophone est le plus important dans les communes de la périphérie bruxelloise, et pas seulement dans les communes à facilités. Comme on le lira sur notre infographie, c'est à Linkebeek et Crainhem que le vote bruxellois a rencontré le plus de succès, devant Wezembeek-Oppem et Drogenbos. En dehors des communes à facilités, le vote francophone est également assez important à Zaventem, Overijse, Beersel et Sint Pieters Leeuw.

Les chercheurs de la KUL se sont également interrogés sur les partis qui recueillaient le plus de suffrages francophones dans la périphérie. Là aussi, il faut distinguer les communes à facilités

des autres. Car dans les communes à facilités, puisque le vote pour des listes bruxelloises reste possible, tous les partis sont représentés. En dehors de ces communes, le vote pour des listes bruxelloises n'étant pas possible, le vote n'a pu se diriger que vers le FDF (devenu Défi), seul parti à avoir présenté des listes.

Dans les six communes à facilités, c'est le MR qui remporte le plus de suffrages, avec 26,7 % des voix, devant le FDF (devenu Défi), qui attire 17 % des suffrages. Toujours dans ces communes, il est bon aussi de s'intéresser aux votes des Flamands qui ont opté pour des listes bruxelloises. Ils ont eu tendance à voter pour la N-VA et le Vlaams Belang.

« 23,5 % des Flamands des communes à facilités qui ont voté pour une liste bruxelloise ont choisi la N-VA. Pour le Vlaams Belang, la proportion atteint

même 32 %. Etant donné que les deux partis avaient peu de chance d'atteindre

23,5 % des Flamands des communes à facilités qui ont voté pour une liste bruxelloise ont choisi la N-VA

le seuil électoral à Bruxelles, il s'agissait donc de voix perdues et il peut s'agir d'électeurs qui ont commis une erreur, estiment les chercheurs. Mais il est possible aussi que certains de ces électeurs ont voté à Bruxelles dans un réflexe nationaliste, pour renforcer symboliquement la position des Flamands à Bruxelles. »

Les chercheurs estiment toutefois que ces voix pourraient ne pas être perdues lors des prochaines élections, en 2019. « Selon de récents sondages, la N-VA atteindrait le seuil électoral à Bruxelles en 2019. Le parti aurait donc intérêt à diriger les électeurs des six communes à facilités vers Bruxelles, surtout parce que l'acquisition d'un siège à Bruxelles se jouera à peu de chose. »

Les chercheurs constatent aussi que la sixième réforme de l'Etat a réduit le vote en périphérie pour des listes francophones présentées en Flandre. Si l'on prend un peu de recul historique, aux législatives de 2007, 21,2 % des voix émises dans la périphérie avaient bénéficié à des listes francophones en Flandre. En 2010, ce chiffre était en stagnation (20,8 %). Mais en 2014, ce pourcentage s'est effondré. Il est passé à 9,2 %. « En clair, dans l'ère post-BHV, les listes francophones n'atteignent plus 50 % de leur poids électoral de 2007 et 2010. »

L'étude avance une explication : seul le FDF avait présenté une liste en Flandre, les autres partis francophones ayant choisi de se concentrer sur Bruxelles. « Si les autres partis avaient choisi de présenter une liste en Flandre également, la baisse du vote francophone aurait été plus réduite. » ■

BERNARD DEMONTY

Les votes francophones dans la périphérie flamande aux élections fédérales et régionales de 2014

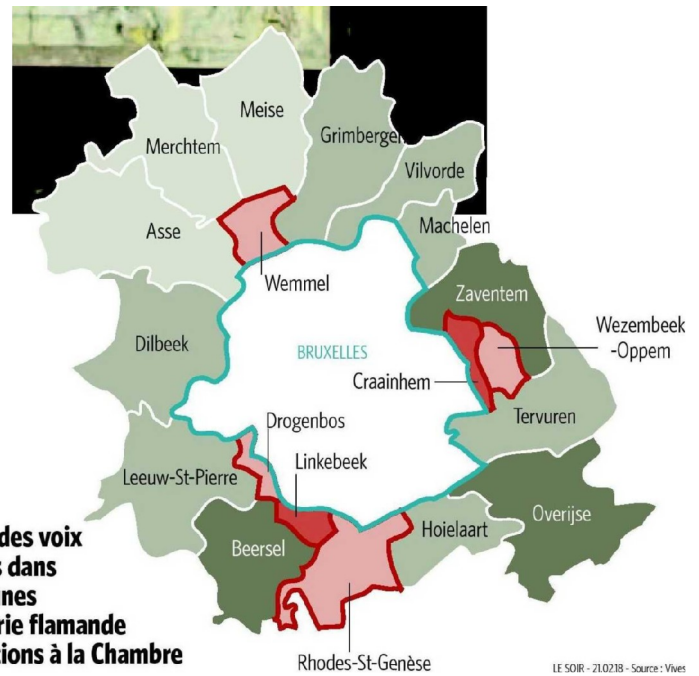
	Communes à facilités	Communes sans facilité	Ensemble de la périphérie flamande
MR	26 %	-	4 %
FD	17 %	5,9 %	7,6 %
open vld	12,8 %	29,5 %	27 %
NVA DENKEN, DOPPEN, DOEN	10,3 %	25,6 %	23,3 %
PS	8,3 %	-	1,3 %
VLAAMS BELANG	1,2 %	3,8 %	3,4 %

LE SOIR - 21.02.18

— Communes à facilités

0-5 %
5-8 %
8-40 %
40-70 %
70-80 %

Pourcentage des voix francophones dans les 19 communes de la périphérie flamande pour les élections à la Chambre



LE SOIR - 21.02.18 - Source : Vives

diagonale La réforme de l'Etat par le prisme du Tetris, ça change tout

Une image vaut parfois mieux qu'un long discours. C'est pour vérifier cet adage que trois chercheurs - Min Reuchamp (UCL), Julien Perrez (ULg) et Jeremy Dodeigne (UNamur) - ont mené une expérience originale : vérifier l'impact d'une métaphore sur la perception qu'a le public de la 6^e réforme de l'Etat. Et ils n'ont pas été déçus. « On trouve dans le langage politique toutes une série de métaphores pour expliquer les réformes institutionnelles, explique Jeremy Dodeigne. Celle des junkies wallons vivant au crochet de la Flandre, celle du couple qui divorce ou celle du Tetris. » Cette dernière avait été employée par Le Soir, dans son édition du 13 juillet 2013, pour évoquer les blocs de matières transférés du fédéral vers les Régions. L'idée : exposer (ou pas) des groupes à la métaphore sous forme visuelle, écrite ou les deux simultanément et vérifier si le point de vue des participants évolue. « Il y a clairement eu un changement de regard, relate le chercheur de l'Université de Namur. Ceux qui ont été exposés à la mé-

aphore décrivent le fédéralisme belge en des termes plus institutionnels, organiques, historiques plutôt que communautaires, linguistiques ou identitaires, comme le fait le groupe qui n'a pas été exposé à la métaphore. » Ce changement est par ailleurs beaucoup plus marqué auprès des « cobayes » exposés à la métaphore écrite. « L'image seule n'avait pas autant d'impact, note Jeremy Dodeigne. Peut-être parce que les gens sont plus concentrés quand ils lisent... »

Cette évolution va plus loin encore : interrogé sur l'éventualité d'autres transferts de compétences, les groupes « Tetris » ont affiché une nette préférence pour la régionalisation de nouvelles matières fédérales, là où les non-exposés défendaient plutôt des refédéralisations.

L'impact d'un texte imagé semble donc puissant. Enfin, presque. En effet, chez ceux qui disposaient déjà d'une vision très structurée, très politique du fonctionnement de l'Etat, l'opinion n'a guère bougé. « Seul ceux qui ont une connaissance plus

faible de la politique ont été impactés », note encore le politologue namurois. Qui voit la possibilité d'une lecture optimiste et pessimiste de ces résultats. Côté pile, l'usage d'une pédagogie imagée par la classe politique et les médias permettrait de rendre intelligibles des dossiers complexes. Côté face, une rhétorique bien huilée permet encore, en 2018, de manipuler les masses. Une ambivalence qui met aussi en exergue la responsabilité des journalistes dans le choix des mots utilisés. « Prenez la crise migratoire, cite Jeremy Dodeigne. Vous pouvez en parler comme d'un vague migratoire ou d'une crise humanitaire. La première expression peut susciter la peur ; la seconde, la bonté humaine. » « On ne sait pas à quel point ce changement de préférence peut durer dans le temps. » Une question intéressante, à l'approche du scrutin de 2019. Une vérification n'est toutefois pas à l'ordre du jour. Les chercheurs planchent désormais sur les résultats de cette même expérience, reproduite avec l'image du divorce intra-belge. ■

PASCAL LORENT